

## Bolivie: Evo Morales invite les préfets de l'opposition au dialogue

14-08-2008

"A La Paz, nous donnerons forme à un agenda pour aborder le dialogue", a dit hier le préfet de Tarija, de Mario Cossío. Et les autres gouverneurs ratifiés se sont réunis pour négocier avec Morales une partie de revenus des hydrocarbures. Hier, les préfets de la "demie-lune" ont prit hier un avion des Forces Armées pour se réunir avec Evo Morales. "Nous voulons savoir ce que veut exactement le gouvernement. Il nous a envoyé une invitation mais elle est générique, sans agenda de débat. A La Paz, nous aborderons cet agenda de dialogue", a dit à Página/12, le préfet de Tarija, Mario Cossio. Avec 95 pour cent des urnes révisées, Morales a été ratifié par 67 pour cent des voix. Dans trois des neuf départements s'est imposé le Non à son mandat : à Beni, Santa Cruz et Tarija. Dans ce dernier, le Non n'a pas triomphé pour une différence de 400 voix avec le Oui. A Oruro, le préfet Alberto Aguilar, du gouvernant Mouvement au Socialisme (MAS), était déjà donné pour révoqué. Mais il s'est sauvé au dernier moment avec quelques voix qui l'ont porté à 50,70 pour cent de Oui. Mardi soir, les préfets du Conseil National Démocratique (Conalce) parlaient à Santa Cruz de l'avenir quand est arrivée la lettre du président. En même temps, le ministre de la Présidence, Juan Ramon Quintana, a conté à la presse qu'ils avaient invité la "Demie-lune" -un surnom du Conalce- à La Paz le matin suivant. Un avion les attendait à l'aéroport de Santa Cruz. Quintana a justifié cette convocation : "Ces sujets doivent se solutionner pour que le pays ait une plus grande certitude et la population puisse coexister de la manière la plus plurielle possible". Hier, à Santa Cruz, la préfète de Chuquisaca, Savina Cuellar; le préfet de Beni, Ernesto Suarez; de Pando, Leopoldo Fernandez; Cossio et l'amphitryon Ruben Costas ont échangé des félicitations pour leurs ratifications jusqu'à 2h40. A 9 heures, ils se sont à nouveua réunis dans la Maison de Gouvernement (ex-Préfecture) cruceña pour se mettre d'accord sur ce qu'ils diront à La Paz, aussi pour essayer de voir comment récupérer 30 pour cent des revenus que reçoivent les préfetures par l'Impôt Direct aux Hydrocarbures (IDH). Avec cette somme -344 millions de boliviens (bs)- le gouvernement paie le Revenu Dignité, un bon de 30 dollars pour les personnes âgées. Pour 2008, il a été estimé que les préfetures recevraient 701 millions de bs au titre de l'IDH, dont la perception croît en même temps que le prix du pétrole. A ce chiffre, il a fallu additionner les 357 millions inattendus, qui auraient laissé aux préfetures plus d'un milliard de bs pour construire des routes, pour acheminer eau potable et énergie électrique aux villages, oeuvres dont l'absence place la Bolivie à la tête des pays pauvres d'Amérique latine. Avec les 344 millions de bs que le gouvernement leur a enlevés, il reste aux préfetures 714 millions ce bs, plus que les 701 initiaux. Pour cela Morales soutient que le décompte n'est pas injuste et qu'il ne sera pas abandonné. "Envoyer un avion n'est pas nécessaire parce qu'ici tous les préfets ont de l'argent pour payer leur billet. Le Conalce doit d'abord se réunir", a dit hier à l'aube le président du Comité Pro Santa Cruz, Branko Marinkovic, qui a réalisé une grève de la faim durant quelques jours pour exiger la dévolution de l'IDH. Il y a toujours 300 personnes qui la continuent sur la place 24 de septiembere, en face de la Préfecture. Les tentes blanches sont équipées de matelas, de frigos et des écrans plasmas qui passent des films des Etats-Unis pour distraire la grève. Hier matin, d'autres jouaient aux cartes ou touchaient leurs ordinateurs portables. À côté de quelques jeunes athlétiques qui se reposaient dans des hamacs paraguayens, il y avait une carte intitulée "ceci est mon pays". Elle comprenait seulement les départements de Santa Cruz, Beni, Pando, Tarija, Chuquisaca - dont la capitale, Sucre, serait aussi celle de "mon pays" - et un nouveau, Moxos, qui prendrait une partie de l'actuel Beni. "Il y a de l'argent pour payer le Revenu Dignité et pour nous rendre l'IDH", a dit un costaud qui n'a pas voulu donner son nom. Le matin, à La Paz, il y a eu une réunion entre convaincus : le président et le préfet Mario Virreira, de Potosi, ratifié à 70 pour cent; et le préfet presque écarté d'Oruro, Alberto Aguilar, qui a atteint 50,70 pour cent. Ensuite, Morales a dit à la presse : "Je veux constitutionaliser les autonomies, mais qu'on n'entende pas "autonomie" comme une indépendance des départements. Nous allons parier sur une véritable autonomie. Pour cela, le dialogue entre les différentes organisations est important". Pour la réunion avec les préfets du Conalce, une des propositions du gouvernement est de rendre compatible la nouvelle Constitution, refusée par les autonomistes, avec les statuts de la Demie-lune. Sera-ce possible ? "Non, parce que ce sont deux visions différentes", a dit Ruben Costas de Santa Cruz à Página/12. Pour quelques secteurs des autonomistes, le correct serait de refaire totalement la nouvelle Constitution. Dans la Préfecture, ceux du Conalce ont parlé de créer "une Bolivie autonome". Avant de partir à La Paz, Cossio a exprimé son désir que la rencontre "ne s'arrête pas à la photo". Sebastián Ochoa, Pagina/12, 14 août 2008. <http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-109645-2008-08-14.html> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>